



Bonjour Staff, voici votre e-revue juridique hebdomadaire IP World.

Nouveau : fatigué(e) d'entendre que tout le monde est à vos côtés sans voir de résultat concret ? IP World s'engage et offre désormais la signature électronique 100% sécurisée (Adobe Sign) à chacun de ses abonnés. C'est simple et très efficace, cliquez-ici pour en profiter.

Audiovisuel | Cinéma

Aides aux Sociétés de production en difficulté

En raison de la crise Covid, le CNC a autorisé la réaffectation du compte de soutien automatique. Les sommes inscrites sur les comptes automatiques ouverts respectivement au nom des entreprises de production d'œuvres cinématographiques, au nom des entreprises



Lire

Directive SMA: les obligations des nouveaux « players »



L'ordonnance n° 2020-1642 du 21 décembre 2020 a transposé la directive UE 2018/1808 modifiée du 14 novembre 2018 sur les Services de Médias Audiovisuels (SMA). La Directive devait être transposée au plus tard le 19 septembre 2020.

Lire

Aides à la livraison de livres et de supports phonographiques

Le Décret n° 2020-1569 du 11 décembre 2020 a institué une aide exceptionnelle, au titre de l'année 2020, pour les détaillants de livres et de supports phonographiques qui font face à d'importantes difficultés liées à l'obligation de fermeture imposée dans le cadre du confinement décidé pour une durée d'au moins quatre semaines, avec une réévaluation tous les quinze jours.



Lire

Billetterie des Spectacles vivants : le nouveau système des avoirs



La nouvelle Ordonnance no 2020-1599 du 16 décembre 2020 a reconduit et complété le système des avoirs mis en place dans le cadre de la crise Covid. Le système des avoirs est reconduit pour les contrats suivants :

Lire

Presse | Edition

Proposition de loi en faveur des librairies indépendantes

Les librairies se caractérisent habituellement par une rentabilité nette parmi les plus faibles des branches du commerce (1 % du chiffre d'affaires environ, soit 5 000 euros de bénéfice annuel pour une librairie de taille moyenne employant trois salariés). Nombre d'entre elles peinent à atteindre l'équilibre et sont menacées à terme de disparaître.



Lire

Rémunération des journalistes pigistes photographes



L'Arrêté du 18 décembre 2020 a modifié l'arrêté du 9 mai 2017 fixant le salaire minimum des journalistes professionnels

Lire

Pigiste web : un statut fantôme

En l'absence de lien de subordination avec leur donneur d'ordre, les pigistes du Web, non immatriculés en travailleurs indépendants ou non journalistes, ne peuvent pas être affiliés au régime général de la sécurité sociale, ni revendiquer un statut particulier. Ces pigistes qui rédigent des notes d'honoraires ne comportant aucun numéro Siret doivent simplement déclarer leurs revenus sur leur déclaration d'impôts sans reconnaissance d'un quelconque statut.



Lire

Propriété intellectuelle

Artiste en société : pas de taux réduit de TVA

Habituellement, le taux normal de TVA de 20 % s'applique pour toutes les acquisitions effectuées auprès d'une galerie, d'un antiquaire ou d'une maison de ventes situés en France. Il existe toutefois certaines dérogations parmi lesquelles figurent, depuis le 1er janvier 2015, les acquisitions effectuées directement auprès de l'artiste français ou de ses ayants droit, soumises au taux de 5,5 %.



Lire

7ème clic c/ Clique TV



Dans le domaine audiovisuel, le signe 7ème clic n'est pas l'imitation de la marque Clique TV. Son dépôt à titre de marque ne prête donc pas à confusion.

Lire

Jeux et Logiciels : des produits juridiquement distincts

Lors du dépôt de vos marques, attention à bien distinguer les jeux et logiciels. Sur le terrain du droit des marques, ne sont pas similaires les jeux et les logiciels (programmes enregistrés).





Publicité | Marketing

Recyclage et tri : nouvelle signalétique pour éviter la confusion

Thématique : Publicité | Marketing

L'Arrêté du 30 novembre 2020 a encadré les signalétiques et marquages pouvant induire une confusion sur la règle de tri ou d'apport du déchet issu d'un produit. Le texte définit les signalétiques et marquages pouvant induire une confusion sur la règle de tri ou d'apport du déchet issu du produit, en application de l'article L. 541-10-3 du code de l'environnement.



Lire

Obtenir le Label national anti-gaspillage alimentaire



Thématique : Labels | Certification, Publicité | Marketing

Le Décret n° 2020-1651 du 22 décembre 2020 a précisé les modalités d'application du label national « anti-gaspillage alimentaire » en application de l'article L. 541-15-6-1-1 du code de l'environnement. Le label peut être accordé à toute personne morale contribuant aux objectifs nationaux de réduction du gaspillage alimentaire.

Lire

Publicité sur les pare-brises, légal ou non ?

Thématique : Ecologie, Publicité | Marketing

La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire a interdit de placer des publicités sur les pare-brises des véhicules. La violation de ces dispositions sera punie de 1 500 € d'amende à compter du 1er janvier 2021 (Art. L. 541-15-16 du Code de l'environnement).



Lire

Assouplissement de la publicité des professions médicales



Thématique : Publicité | Marketing, Publicité médicale

Plusieurs décrets du 22 décembre 2020 ont assoupli les modalités de communication de certaines professions médicales (infirmiers, médecins).

Restent toutefois interdits à ces professions, le recours aux liens promotionnels payants. Il leur est aussi interdit d'obtenir contre paiement ou par tout autre moyen un référencement numérique faisant apparaître de manière prioritaire l'information le concernant dans les résultats d'une recherche effectuée sur l'internet.

Lire

Numérique | E-commerce

Plateformes de mise en relation : lutte contre l'indépendance fictive

Une Proposition de loi déposée au Sénat relative à la protection des travailleurs indépendants vise à créer un devoir de vigilance et à lutter contre l'indépendance fictive.





Fermeture de mosquée salafiste : les réseaux sociaux comptent



Pour prononcer la fermeture administrative d'une mosquée, le préfet est en droit de tenir compte des publications postées sur les réseaux sociaux par l'imam principal de la mosquée. Par un arrêté, le préfet de la Seine-Saint-Denis a prononcé la fermeture administrative, pour une durée de six mois, du lieu de culte " Grande mosquée de Pantin

Lire

Certification des services en ligne de médiation

Le Décret n° 2020-1682 du 23 décembre 2020 a précisé la procédure d'accréditation des organismes certificateurs délivrant la certification des services en ligne fournissant des prestations de conciliation, de médiation et d'arbitrage. Le décret fixe les modalités de l'audit d'accréditation, de la suspension et du retrait de l'accréditation ainsi que les conséquences de la cessation d'activité de l'organisme certificateur.



Lire

Extension du remboursement des téléconsultations



Le Décret n° 2020-1623 du 18 décembre 2020 autorise, jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire, des dérogations aux conditions de prise en charge par l'assurance maladie obligatoire des seules téléconsultations réalisées par vidéotransmission, compte-tenu du contexte épidémique, en permettant, dans certaines situations, la prise en charge de ces actes lorsqu'ils sont réalisés par téléphone.

Lire

Image | Photographie

Données personnelles | RGDP

Vaccinés Covid : un nouveau traitement de données

Le Décret n° 2020-1690 du 25 décembre 2020 a mis en place un traitement de données à caractère personnel relatif aux vaccinations contre la covid-19 (SI Vaccin Covid). Sont concernées toutes les personnes éligibles à la vaccination contre la covid-19



Lire

Kilométrage des véhicules : un nouveau fichier de données personnelles



Le Décret n° 2020-1638 du 21 décembre 2020 a ouvert la possibilité pour le ministère de l'intérieur d'utiliser les résultats du contrôle technique d'un véhicule aux fins de mettre à disposition de son propriétaire un historique des contrôles techniques successifs dont ce véhicule a fait l'objet et du kilométrage relevé à chacun de ces contrôles.

Lire

Spectacles vivants

Aides exceptionnelles aux auteurs et titulaires de droits voisins

Dans le contexte actuel de lutte contre la propagation du virus covid-19, le Gouvernement a prorogé et complété le dispositif d'aides exceptionnelles aux auteurs et titulaires de droits voisins avec la nouvelle Ordonnance no 2020-1599 du 16 décembre 2020



Lire

Contrats à Télécharger

QR Juridiques

Désinscription | Gérer mon abonnement



Questions / Réponses juridiques de la semaine